

Editorial

Cinq défis conceptuels pour 2014

Interlocuteur, asymétrie, staying power, échelles de système et polarité

par Frédéric Charillon, directeur de l'IRSEM

Sommaire

- 4 Dossier Stratégique
- 19 Portrait du mois
- 20 Livre du mois
- 22 Ouvrages reçus
- 31 Actualité

Directeur de publication:
Frédéric Charillon

Rédacteur en chef:
Contre-Amiral
Jean-François Morel

Coordination:
Anne-Solesne Tavernier
Caroline Verstappen

Webmestre:
Nicolas Segall

Suivez nous sur



L'année 2013 a été marquée par des événements nombreux, sur lesquels les annuaires stratégiques français comme anglo-saxons se sont déjà penchés. On retrouve dans cette année écoulée des confirmations de tendances déjà perçues les années précédentes : la France, puissance interventionniste (en Centrafrique après la Libye et le Mali), et en pointe de l'intransigeance sur plusieurs dossiers (Syrie, Iran) ; la Chine puissance en essor, abordant avec une nouvelle équipe dirigeante une phase supplémentaire de son affirmation de soi ; la Russie décidée à jouer entre tous les interstices (de l'affaire Snowden à la Syrie) pour regagner une image de puissance, et par ailleurs une influence sur son ex-étranger proche (comme en Ukraine, après la Géorgie) ; une Afrique qui peine à se stabiliser ; une Corée du Nord toujours moins contrôlable. On y trouve également des interrogations déjà pendantes précédemment, et restées sans réponse : quelle équation pour la puissance américaine, toujours dominante mais moins que jamais omnipotente, cherchant à concilier redéploiement (asiatique) et maintien (au Proche Orient), fidélité aux alliés traditionnels (Europe, Israël, partenaires

asiatiques...) et coups d'audace diplomatiques (vers l'Iran par exemple) ? Quelle posture stratégique pour les grands émergents comme l'Inde, le Brésil, demain l'Indonésie ou le Mexique, dont on attend toujours une affirmation politique internationale plus « extravertie », à la mesure de leur poids économique et démographique ? Quel réveil politique et militaire pour l'Europe ? Enfin, des indices de basculements possibles ou au moins de changements de paramètres, se sont fait jour. Un Japon décidé à ne pas jouer les seconds rôles face à la Chine, au risque de la tension régionale et de l'embarras de son protecteur américain ; une Turquie au pouvoir plus crispé, prompt à évoquer le complot étranger ; un monde arabe qui a tourné la page des printemps, négociant dans l'épreuve de force et peut-être le chaos le maintien ou retour au pouvoir d'acteurs traditionnels (Syrie, Égypte) ; et bien entendu un Iran qui oblige la communauté internationale – mais sans certitude – à se poser la question des conséquences de son retour éventuel dans le grand jeu diplomatique.

Ces évolutions posent bien sûr, pour la nouvelle année qui commence, des

questions factuelles, des interrogations prospectives sur la persistance ou non des tendances ainsi esquissées, région par région. Mais l'avenir exige également des clarifications conceptuelles, ou au moins des réflexions à mener, qu'il vaut mieux ne pas repousser indéfiniment.

1 - L'une des réflexions les plus urgentes porte sans doute sur la notion d'*interlocuteur*. Estime-t-on, dans un retour assumé à la *Realpolitik*, qu'il est nécessaire de parler sans condition avec tous les acteurs dont le poids politique est avéré sur un dossier donné, ou à l'inverse qu'il importe de définir ceux qui constituent, seuls, des interlocuteurs acceptables, et sur quels critères ? L'administration Bush, au début des années 2000, avait fait le second choix, l'administration Obama semble être tentée par le premier. Il est important de se mettre d'accord au moins entre alliés sur cette question, pour aborder l'après Karzaï en Afghanistan, la suite du processus syrien, l'équation palestinienne ou même, qui sait, l'Égypte qui vient.

2 - Un deuxième concept doit être revisité d'urgence : celui d'*asymétrie*. Passé le triple constat que les nouvelles batailles mettent aux prises des protagonistes aux moyens différents, que la plupart du temps les moyens matériellement supérieurs appartiennent à des armées d'Etats et les moyens inférieurs à des groupes plus informels, et qu'au final les seconds rendent la tâche des premiers pour le moins difficile sur le terrain, que savons-nous ? Que l'implantation locale, l'équation sociologique et le discours militant de la « nuisance » est en mesure de compenser la supériorité logistique de la « puissance ». Que face à cette configuration, l'issue est davantage dans une combinaison militaire-politique plutôt que dans l'usage pur de la force. Que l'asymétrie doit donc être gérée et contournée, et non comblée dans des spéculations qui voudraient que la solution réside dans x hommes pour n habitants ou mètres carrés. Que la mobilité et le savoir-faire, alliés à l'action collective avec un choix judicieux des partenaires, y compris non étatiques, sont des clefs pour à la fois défaire militairement la nuisance, la couper de ses appuis locaux, et l'empêcher de gagner la

guerre du récit. Plus facile à dire qu'à faire, bien évidemment, a fortiori depuis un bureau parisien. Mais il importe de sortir de la phase de fascination pour l'asymétrie en se posant la question de savoir comment la concurrencer dans ce qui fait ses atouts principaux : la mobilité dans la bataille, la géométrie variable de ses configurations qui n'hésitent pas à combiner provisoirement des acteurs de natures différentes, l'adhésion de populations séduites par un message d'engagement plutôt que par des principes abstraits. L'opération malienne semble, à l'heure où nous écrivons, présenter quelques leçons sur lesquelles il est possible de capitaliser.

3 - Dans le prolongement de la réflexion précédente, il sera sans doute bénéfique de définir les conditions, en 2014, d'un *staying power* réussi. On entend par *staying power* cette capacité à aborder la phase qui suit le *fire power*, et fait de la force d'intervention initialement victorieuse une cible immobile, transforme le sauveur en occupant, la supériorité du feu au combat en infériorité sociologique sur le terrain, et qui enferme la puissance intervenante dans le dilemme « action à perte ou engrenage ». Action à perte car le départ (qui naturellement réglerait le problème des dangers du maintien sur le terrain) signifie aussi le retour inévitable des forces que l'on avait défaites. Engrenage car le choix du maintien peut signifier perte de sens de la mission, multiplication des défis, vulnérabilité militaire accrue, et perte de légitimité politique probable. Plusieurs pistes de réflexion existent sans doute, comme la prise en charge collective et à tour de rôle du *staying power* pour éviter la stigmatisation d'un seul acteur, ou encore la prise de relais par des forces régionales. Mais il est bon, là encore, de réfléchir à cette question, dans des perspectives centrafricaines ou autres.

4 - Un quatrième concept pourrait éclairer bon nombre de recompositions à venir : celui d'*échelle de système*. Pour être plus clair, à quelle échelle une configuration unissant les acteurs dans un fonctionnement commun fait-elle système ? Nous avons hérité de la période bipolaire l'idée d'un système international, producteur des

mêmes règles du jeu (celle de l'affrontement américano-soviétique) pour l'ensemble de la planète. L'échelle du système était alors l'échelle globale. Nous avons constaté ensuite que la tentative européenne de construire un système à échelle cette fois régionale pour ses États-membres consentants, n'était pas reproduite ailleurs, voire ne s'implantait pas sur le Vieux continent lui-même au moins sur le plan des affaires stratégiques. Nous sommes entrés aujourd'hui dans une *compétition des échelles* pour l'imposition de systèmes : compétition en Asie, entre la Chine qui voudrait « asiatiser » autour d'elle un système valant pour la Mer de Chine et dans lequel elle serait centrale, les États-Unis qui souhaitent élargir à l'échelle pacifique un autre système (TPP) dont l'avantage principal serait justement de re-marginaliser l'Empire du Milieu, et d'autres puissances encore qui évoquent plutôt une zone « indo-Pacifique » pour les unes, centrée plutôt autour de l'Asean pour d'autres, afin de se remettre dans le jeu. Compétition encore, en Amérique du Sud, entre les nombreuses variantes de la construction régionale américaine, pan-américaine, bolivarienne ou autre, dont l'enjeu est toujours de trouver la bonne échelle permettant de repousser les puissances gênantes ou d'intégrer les alliés. Compétition demain sans doute entre les échelles méditerranéenne, arabe, proche-orientale ou golfique de la zone Afrique du Nord Moyen-Orient, en fonction des intérêts politiques en présence. Le choix de l'échelle dans les stratégies extérieures, au moins la bonne lecture de celles-ci, seront demain des éléments déterminants. La France, qui s'est promis de redevenir un acteur en Asie, doit-elle jouer la carte de l'Asean (par exemple dans l'ADMM+), de l'APEC, d'un espace « indo-pacifique » ? Faut-il insister demain, en Afrique, sur l'unité du continent, la spécificité subsaharienne, le complexe de sécurité du Sahel ?

5 - Enfin - mais c'est peu de dire que la liste est provisoire – il convient de s'interroger plus avant sur un concept de *polarité* fort malmené depuis la fin de la guerre froide. Non plus, cette fois, dans une perspective globale qui gloserait sur le caractère 'apolaire' d'un monde désormais sans repères, « unipolaire » car toujours dominé par

les États-Unis, « multipolaire » car à l'aube de l'émergence de pôles européen, chinois, indien ou autres, ou encore « rebipolarisé » par la force du « G2 » formé à par Washington et Pékin. Ces débats ont mobilisé beaucoup de revues universitaires pour des résultats que nous qualifierons d'incertains. Interrogeons-nous plutôt désormais sur la possibilité de polarités à l'échelle régionale, qui détermineraient à la fois les interlocuteurs incontournables, les systèmes de valeur ou les offres de sécurité en compétition, les acteurs clefs des sorties de conflit ou des médiations, dans un complexe de sécurité donné. L'Europe fonctionne-t-elle suivant une tri-polarité France – Allemagne – Grande-Bretagne ? Sur une bipolarité France – Allemagne ? Doit-on prendre acte, pour travailler à la sécurité africaine avec les Africains, de l'existence de pôles sur ce continent, comme par exemple le Nigéria et l'Afrique du Sud ? Y a-t-il une nouvelle bipolarité asiatique qui serait sino-américaine ? Y a-t-il multipolarité entre Chine, Inde, Japon et États-Unis ? Y a-t-il unipolarité brésilienne en Amérique du Sud ou tri-polarité États-Unis – Mexique – Brésil sur le continent américain ? Y aura-t-il une polarité arctique demain ? La question, à vrai dire, est moins de spéculer le nombre de pôles ici ou là, que de savoir s'il est souhaitable d'encourager ces nouvelles structurations polaires dans un mouvement qui ne serait pas sans rappeler les « États pivots » ou les « gendarmes régionaux » de la guerre froide, ou s'il faut au contraire soutenir les États qui s'y opposent (comme ces pays d'Asie du Sud-Est qui refusent de se trouver dans un choix régional impossible entre Pékin et Washington).

Ces réflexions n'excluent pas un retour permanent sur les grands fondamentaux que sont les mutations rapides des concepts de puissance, de sécurité, de paix et de bien d'autres encore. Mais leur non prise en compte, au vu de l'agenda 2014 qui s'annonce, exposerait dangereusement les politiques qui souhaiteraient s'en dispenser.

Frédéric Charillon

Dossier stratégique

Transformations militaires et perception des armées en Allemagne, Belgique, Pologne et Suède.

Sous la direction générale de Barbara Jankowski

Présentation

Barbara Jankowski

Les relations armées-société en Allemagne

Nadja Douglas et Eric Sangar

Les relations armée-société en Belgique

Delphine Resteigne et Philippe Manigart

A la recherche d'une identité « post-neutre ». Transformation des armées et des relations
civilo-militaires en Suède

Chiara Ruffa

Le rôle des armées face aux menaces de nature non-militaires en Pologne

Aleksandra Skrabacz,

Armées et société en Pologne

Barbara Jankowski

Transformations militaires et perception des armées en Allemagne, Belgique, Pologne et Suède

Présentation du dossier stratégique par Barbara Jankowski, responsable de programme, pôle Défense et société à l'IRSEM (barbara.jankowski@defense.gouv.fr)

L'étude des relations armées-société recouvre deux domaines distincts : le premier concerne les relations entre les élites politiques et les chefs militaires et porte sur le poids respectif de chaque sphère dans les décisions touchant la défense, le second se rapporte aux interactions entre l'institution militaire et la société. C'est à cette dimension qu'est consacré le dossier stratégique de ce mois.

Il rassemble les contributions de chercheurs à qui il a été demandé de répondre à la question suivante : quels sont les transformations majeures auxquelles sont confrontés les militaires dans chacun des pays examiné et quelle en est la perception dans la société ? Ils nous livrent leur analyse sur quatre pays européens : l'Allemagne, la Belgique, la Suède et la Pologne.

Leurs articles mettent en évidence des tendances communes dont trois méritent d'être relevées :

- la fin de la conscription en Europe, puisque trois des pays qui la pratiquaient encore l'ont définitivement abandonnée récemment ;
- l'excellente image dont bénéficient les armées dans tous les pays. En tant qu'institution les armées jouissent partout d'une confiance de premier plan. Le phénomène est donc loin d'être propre à la France ;
- l'ampleur des vagues de réformes et de restructurations que les armées des pays européens, chacune à son rythme et avec ses particularités, subissent depuis bientôt vingt cinq ans tout en améliorant continument leur professionnalisme et en conservant leur identité.

Ces articles réaffirment surtout le poids qu'a l'histoire pour la compréhension de la place, du rôle symbolique et de la perception des armées par le corps social auquel elles appartiennent. Ainsi, la manière dont sont perçues les armées dépend de la conception que se font les peuples des facteurs essentiels à leur sécurité et des missions qu'ils assignent à leurs militaires. On observera que pour des raisons propres à chaque pays, les opinions publiques se montrent désormais réticentes à l'envoi de leurs troupes dans des interventions dans lesquelles les risques de pertes militaires sont élevés.

Les relations armées-société en Allemagne

Par Nadja Douglas, Doctorante à l'Université Humboldt de Berlin, Berlin Graduate School of Social Science (nadja.douglas@hu-berlin.de) et Eric Sangar, Chercheur-enseignant à l'Université de Stuttgart, Département de relations internationales (eric.sangar@eui.eu)

Depuis 1990, les processus de réforme ont été une règle plus qu'une exception pour la Bundeswehr. Ces efforts perdurent. Cependant, au sein de la Bundeswehr, mais aussi dans le discours public, on parle aujourd'hui plutôt d'une « réorientation » allant au-delà des réformes traditionnelles et comprenant notamment de nombreuses mesures d'adaptation et de modernisation ainsi que l'élaboration d'une nouvelle identité professionnelle. Cet effort représente une réaction aux changements perçus dans l'environnement international et une adaptation aux conditions démographiques et financières modifiées depuis la fin de la Guerre froide.

Le but de la réorientation de la Bundeswehr est de créer et maintenir un éventail de capacités militaires large et flexible. L'objectif des forces armées allemandes demeure la garantie de la sécurité et de la défense nationales ainsi que celles des alliés. Néanmoins, la Bundeswehr est aussi confrontée à des exigences provenant des nouvelles menaces. Dans ce cadre, l'orientation va progressivement vers la conduite d'opérations extérieures – centrées, d'une part, sur la prévention et la résolution des conflits internationaux, mais aussi, comme préfiguré dans les principes directeurs de la politique de défense de 2011, sur la garantie de la sécurité du commerce international et l'accès aux matières premières. Le soutien aux autorités civiles en cas de catastrophes et accidents majeurs reste également au premier plan de l'orientation stratégique de la Bundeswehr.

Les étapes de la réorientation de la Bundeswehr ont été accompagnées par la décision de suspendre le service militaire obligatoire en juillet 2011, par la mise en place d'un nouveau cadre pour les réservistes et par la mise en œuvre du concept relatif au « stationnement » des forces, c'est-à-dire leur implantation sur le territoire. L'abandon de nombreux sites et bases militaires s'est fait selon des critères de fonctionnalité et de réduction des coûts du dispositif militaire. Les répercussions de ce concept de stationnement ont été la réduction de 90 000 postes civils et militaires ainsi que l'opposition de la part des autorités civiles locales, notamment dans le cas des communes à faible structure économique qui sont confrontées aux défis de la perte d'emploi et de l'hémorragie démographique ainsi qu'à la gestion de la transition entre l'utilisation militaire et l'utilisation civile des infrastructures et bâtiments.

Les repères de la réorganisation de la Bundeswehr, promulgués par le Ministre de la Défense Thomas de Maizière en 2011, comprennent :

- la taille de la Bundeswehr sera limitée dans l'avenir à 185 000 soldats (réservistes inclus). Cette force sera composée de 170 000 soldats contractuels et professionnels ainsi que de 15 000 volontaires du service militaire. S'y ajoutent environ 55 000 postes de civils ;
- la réorganisation du ministère de la défense en neuf départements et 2 000 collaborateurs et une nouvelle organisation de l'état-major des armées intégrant un département « stratégie et opérations » ;
- l'élargissement des fonctions de l'inspecteur général (chef d'état-major des armées), supérieur hiérarchique de tous les militaires, intégré désormais à la direction du ministère au même titre que les secrétaires d'état.

Concernant les capacités d'action en opération extérieure, les forces armées allemandes visent à maintenir des capacités requises pour pouvoir exercer le rôle de « nation-cadre » (*Framework Nation*) dans la gestion simultanée de deux opéra-

tions terrestres dans des zones géographiques différentes ainsi que d'une opération maritime. La réorientation de la Bundeswehr est réalisée à travers une loi portant sur l'accompagnement de la réforme (*Reformbegleitgesetz*). Cette loi prévoit des aides individuelles ainsi que des compensations socialement acceptables afin d'aider les militaires au départ. Dans le cadre de la politique d'austérité budgétaire qui est poursuivie en Allemagne, le budget militaire a vu des réductions importantes. Des économies ont été réalisées notamment à travers des réductions dans le budget du personnel, même si la suspension du service national n'a eu que des effets mineurs. Cependant, en chiffres absolus, le budget militaire a été augmenté de 1,39 milliard d'Euro entre 2012 et 2013. Cette augmentation nette a été entièrement liée à la croissance des dépenses de personnel suite à l'augmentation des salaires dans le service fédéral ; les dépenses relatives au matériel de défense ont, quant à elles, fait l'objet d'une légère diminution.

Bien qu'on ne puisse pas parler d'opposition ouverte, on peut constater que les perceptions des efforts de réforme au sein de l'institution militaire sont plutôt sceptiques, voire négatives. Les critiques – qui ne s'expriment que rarement en public – visent, d'une part, au manque d'articulation d'une stratégie nationale claire, au-delà du discours sur le besoin de s'adapter à la totalité des « spectres d'intensité » des missions futures. D'autre part, il existe un certain mécontentement causé par la perception de déficits de stabilité professionnelle ainsi que d'une pénurie de ressources en personnel et en équipements face au nombre grandissant des missions.

Un sondage de 2012 parmi les officiers et sous-officiers de la Bundeswehr sur les perceptions individuelles des conséquences de la transformation permet des observations détaillées.⁽¹⁾ Tandis que la majorité des participants confirment que les efforts de réforme ont contribué aux capacités d'emploi de la force, 80 % des sondés critiquaient les effets nuisibles sur le poids des responsabilités professionnelles ; plus de 60 % exprimaient un manque de confiance dans la Bundeswehr comme employeur, mais aussi dans les autorités politiques ; presque 50 % percevaient des conséquences négatives dans les relations entre la société et l'institution militaire en général.

Les réactions de la société vis-à-vis du processus de réforme sont marquées par une attitude d'indifférence favorable. Pourtant, le scepticisme où même le véritable rejet des interventions militaires à l'étranger, notamment la mission dans le cadre de la FIAS (force internationale d'assistance et de sécurité) en Afghanistan qui dure depuis de nombreuses années, restent très répandus. En effet, les relations civilo-militaires ont connu un changement entre 1999 et 2013. Les civils, notamment les hommes et femmes politiques de l'opposition, sont devenus plus sensibles aux questions du contrôle civil et démocratique des forces armées. Plusieurs jugements rendus par la Cour constitutionnelle allemande – suite à des plaintes portées par l'opposition parlementaire – démontrent le degré de désaccord politique entre le gouvernement et l'opposition en ce qui concerne l'utilisation de la force armée dans les missions à l'étranger. Ces irritations n'ont pas cessé de croître, surtout après la reconnaissance publique du Ministre de la défense en 2010 du fait que la Bundeswehr et ainsi l'Allemagne se trouvait en situation de guerre en Afghanistan. Auparavant, le discours gouvernemental officiel considérait de manière parfois euphémistique la mission de la FIAS exclusivement comme mission de stabilisation et de reconstruction.

Dans la société comme au sein de la Bundeswehr, la mission en Afghanistan est perçue comme première « mission de guerre » allemande depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cette observation est centrale afin de pouvoir comprendre l'effet de l'expérience afghane sur le débat civilo-militaire et les adaptations tactiques et stratégiques de la Bundeswehr. Depuis la prise en charge des équipes de reconstruction provinciale (PRT) à Kunduz et à Faizabad en 2003, le déploiement de la Bundeswehr en Afghanistan a d'abord suivi un modèle opérationnel déjà familier pour la Bundeswehr, c'est-à-dire un modèle de médiation et de reconstruction qui avait été appliqué dans les Balkans. Cependant, avec l'aug-

mentation de l'insurrection à partir de 2005, la Bundeswehr s'est trouvée peu préparée à la conduite d'opérations de combat – au niveau des équipements comme au niveau de la stratégie opérationnelle. Jusqu'en 2009, les adaptations réalisées étaient surtout de nature réactive et focalisées sur l'amélioration de la protection tactique à travers l'emploi de véhicules blindés et une réduction du nombre de patrouilles. Ces ajustements n'ont pas réussi à renverser la tendance vers l'escalade de violence et l'émergence de structures de gouvernance contrôlées par les réseaux d'insurrection.

En septembre 2009, le commandant de la PRT Kunduz ordonnait une attaque aérienne qui causait la mort de plus de 100 civils afghans. La violation des règles d'engagement de l'OTAN a provoqué de graves tensions entre la Bundeswehr et le commandant de la FIAS, le Général McChrystal.

De manière plus générale, depuis 2009 un consensus a émergé au sein de l'institution militaire selon lequel la préparation au combat à haute intensité serait la clé pour mener la mission vers le succès. Cette évolution discursive allait donc dans le sens contraire du discours anglo-saxon, qui, à l'époque, favorisait la protection de la population et la conquête « des cœurs et des esprits » comme moyen d'atteindre l'objectif de la stabilisation de l'Afghanistan. En conséquence, au moment du départ de la base de Kunduz en octobre 2013, le Ministre de la défense félicitait la Bundeswehr pour avoir « appris à se battre » – sans toutefois aborder la question de l'efficacité de ses offensives récentes.

Le nouveau slogan de la communication de la Bundeswehr, « Nous. Servons. L'Allemagne. », souligne la volonté d'affirmer la nouvelle identité professionnelle des forces armées allemandes auprès du public. Cependant, malgré des campagnes publicitaires ambitieuses, recruter du personnel qualifié, et surtout attirer des jeunes, est devenu de plus en plus difficile. Avec la transition d'une armée de conscrits vers une armée professionnelle et une diminution des points de contact entre la Bundeswehr et la société, il est clair que la relation entre l'armée et la société est affectée par la réorientation militaire.

La société allemande ne discute guère des résultats et des implications de ces réformes – et ceci bien que la politique du gouvernement vise à souligner le rôle de l'armée dans la défense de valeurs et d'intérêts de l'ensemble du pays. La suspension du service militaire obligatoire a entraîné la suspension du service civil qui était réservé aux objecteurs de conscience. La suppression du service civil, choisi par plus de la majorité des hommes appelés aux armes, a provoqué des répercussions importantes notamment pour les services sociaux, ainsi qu'un afflux d'étudiants sans précédent dans les universités. La clôture des nombreux sites de la Bundeswehr a également entraîné des pertes d'emplois et de pouvoir d'achat dans les communes concernées. Ces développements soulignent le rôle social et économique la Bundeswehr au sein de la société allemande. Malgré tout cela, le gros de la population allemande ne manifeste pas d'intérêt pour les aspects structurels et stratégiques qui sont en jeu dans le processus de réorientation des forces armées allemandes.

Concernant le futur des relations civilo-militaires, les élites politiques et militaires sont confrontées à plusieurs défis. Particulièrement, ils vont devoir tenir compte de la mentalité hésitante de la société allemande concernant le rôle et l'objectif de l'usage de l'instrument militaire. Ces attitudes sociétales continuent d'être marquées par l'héritage historique (souvent décrit comme une « culture de la retenue ») et sont caractérisées par une attention accrue aux implications à long terme de l'action militaire. C'est pourquoi la société allemande se voit toujours plutôt comme puissance économique que comme puissance militaire. La « sécurité » est surtout identifiée avec la sécurité sociétale et économique. L'imposition de la paix à travers l'usage de la force est souvent perçue comme peu réaliste et moins importante pour le bien-être de la société allemande. La définition des priorités est très sujette à l'influence des médias qui discutent et critiquent les conséquences néfastes des interventions militaires. En somme, l'emploi de la force militaire dans les missions extérieures est accepté par les Allemands uniquement en cas de nécessité morale imminente. De ce fait, la volonté de soutenir une politique de sécurité interventionniste est très limitée (2). Les élites politiques sont conscientes de ce rejet et évitent souvent d'animer un

débat ouvert autour des questions de sécurité et de défense. Ceci explique le manque de véritable dialogue entre la société et le politique dans ce domaine, même si l'institution militaire continue à avoir une réputation positive. Dans la perception d'un nombre d'officiers supérieurs, ceci démontre un déficit d'attention et de compréhension eu égard aux efforts et épreuves de la Bundeswehr. Il n'est pas certain que ces plaintes d'un déficit de soutien à l'armée soient fondées. Selon un sondage de l'institut d'études sociales de la Bundeswehr, pour plus des deux tiers des Allemands, l'armée est associée, parmi d'autres, à des sentiments de confiance et de respect (3).

Il est bien probable que dans l'avenir il sera encore plus compliqué de justifier des opérations militaires à l'étranger vis-à-vis l'opinion publique, surtout dans le contexte des crises économiques et financières et de l'austérité budgétaire qui les accompagne. Avec une Bundeswehr diminuée, professionnalisée et moins visible, l'intégration dans la société civile devient un véritable défi.

Notes de fin :

(1) Technische Universität Chemnitz: Militärische Führungskräfte bewerten die Neuausrichtung der Bundeswehr. Zielgruppenbefragung im Auftrag des Deutschen Bundeswehrverbandes. Chemnitz, 2012.

(2) Reeb 2012 : 26.

(3) Sozialwissenschaftliches Institut der Bundeswehr: Wahrnehmung und Bewertung des Claims „Wir. Dienen. Deutschland.“, Image der Bundeswehr sowie Haltungen zum Umgang mit Veteranen – Ergebnisse der Bevölkerungsumfrage 2012. Strausberg, 2012.

Pistes bibliographiques pour approfondir le sujet :

- Bundesministerium der Verteidigung, « Die Neuausrichtung der Bundeswehr » (2013), <http://www.bmvg.de>.
- Reeb, Hans-Joachim: „Wandel der Sicherheitskultur durch die Bundeswehrreform“ dans: Buch, Detlef (ed.) Die Reform der Bundeswehr. Von Menschen für Menschen. Peter Lang: Frankfurt/Main, 2012.
- Sozialwissenschaftliches Institut der Bundeswehr: Wahrnehmung und Bewertung des Claims „Wir. Dienen. Deutschland.“, Image der Bundeswehr sowie Haltungen zum Umgang mit Veteranen – Ergebnisse der Bevölkerungsumfrage 2012. Strausberg, 2012.
- Technische Universität Chemnitz: Militärische Führungskräfte bewerten die Neuausrichtung der Bundeswehr. Zielgruppenbefragung im Auftrag des Deutschen Bundeswehrverbandes. Chemnitz, 2012.

Les relations armée-société en Belgique

Par Delphine Resteigne (delphine.resteigne@rma.ac.be) et Philippe Manigart (philippe.manigart@rma.ac.be),
Chaire de Sociologie, Ecole Royale Militaire

Depuis le début des années 1990, les Forces armées belges sont engagées dans des processus de restructuration successifs. Le processus commença le 3 juillet 1992, quand le gouvernement belge, sur proposition du Ministre de la Défense nationale de l'époque, Léo Delcroix, décida de suspendre le service militaire dès janvier 1994, de professionnaliser l'armée, de réduire considérablement les effectifs et de bloquer le budget jusqu'en 1997. Ce plan était une conséquence directe des bouleversements survenus à l'Est, des contraintes budgétaires résultant de l'énorme déficit des finances publiques belge et de l'impopularité du service militaire parmi les jeunes Belges.

Initialement, la transition d'une armée de conscription vers une armée professionnelle était supposée durer 5 ans, de juillet 1992 à décembre 1997. La réalité fut, toutefois, plus compliquée, de sorte qu'à l'heure actuelle le processus de restructuration est toujours en cours. En schématisant quelque peu, on peut le diviser en trois phases principales : 1) le plan de réforme initial (1992-1997) qui suspendit le service militaire ; 2) le plan de Modernisation Stratégique 2000-2015, présenté en mai 2000 par le Ministre de la Défense André Flahaut ; et 3) le Plan de Transformation initié par son successeur, Pieter De Crem, en 2008. Les deux contraintes qui ont balisé les trois réformes successives sont toutefois restées les mêmes, à savoir réduire les dépenses de défense et, en conséquence, diminuer les effectifs à quelques 32 000 personnes. Le budget de la Défense a ainsi diminué de plus de 20% depuis 1995. Le retard pris par cette dernière restructuration s'explique, pour une bonne part, par des problèmes au niveau de la gestion des ressources humaines, à savoir des difficultés à réduire les effectifs, une structure d'âge vieillissante conjuguée à un recrutement insuffisant. Pour attirer de nouveaux candidats, la Défense a ainsi veillé à diversifier ses modalités d'engagements en proposant notamment un nouveau « statut à durée limitée » proposé aux jeunes afin qu'ils puissent s'engager pour une période courte.

Si la fin du service militaire, en Belgique comme dans la plupart des autres pays européens, a rendu l'armée moins proche des préoccupations des citoyens (en particulier des citoyens masculins) (1), la multiplication des missions de réponse aux crises (et tout particulièrement celles de maintien de la paix et humanitaires, en ce qui concerne la Belgique) a, par contre, significativement redoré son image et a augmenté son capital de confiance auprès des Belges. En effet, selon un sondage réalisé pour le compte du Ministre de la Défense par IPSOS-Belgium en janvier 2009, parmi un échantillon représentatif de la population belge âgée de 16 ans et plus (N= 1284), l'image des forces armées est plutôt bonne, à la fois en terme absolu et par rapport à d'autres institutions : 78% de la population belge a une assez bonne image de la Défense belge. Parmi les 12 institutions belges qui avaient été mentionnées dans la question, la Défense venait en cinquième position. Les trois institutions qui arrivaient en tête étaient les pompiers (97%), la Croix-Rouge (92%) et l'administration locale (82%). Les Belges francophones avaient une image légèrement meilleure de la Défense que les néerlandophones (81 % contre 75 % respectivement).

En 1993 (2), seulement 49 % des Belges avaient une bonne opinion de la Défense, soit pratiquement 30 points de moins qu'en 2009. Contrairement à 2009, en 1993, les répondants avaient une meilleure opinion de la Poste (83 %) et de la Police (74 %). Comme indiqué ci-dessus, cette amélioration de l'image de la Défense belge est liée à la réorientation de ses missions vers des missions de réponse aux crises et des missions humanitaires. Ce sont en effet ces missions que les Belges plébiscitent. Dans le sondage de 2009, les deux missions qui étaient les plus citées par les répondants étaient l'aide à la

nation en cas de désastres (98 %) et la contribution à la stabilité, la paix et la sécurité (96 %) ; l'aide à d'autres pays en cas de désastres était citée par 93 % des répondants (93 %).

Toutefois, si l'image de la Défense s'est considérablement améliorée depuis la fin de la Guerre froide, ce soutien reste assez superficiel et ne se traduit pas vraiment par une priorité donnée à la politique de Défense. Ainsi seulement 38 % des Belges étaient d'avis qu'il faudrait augmenter le budget de la Défense. Les effets de la crise économique n'ont fait qu'accentuer ce phénomène d'intérêt pour les dimensions de leur vie quotidienne.

Les évolutions sociétales, on le voit, ont ainsi fait fortement évoluer les organisations militaires et, avec elles, le lien armée-société. Alors que l'idée même du concept de nation a évolué sous l'effet du processus de globalisation, c'est également dans une perspective européenne que ce lien armée-société semble désormais s'inscrire. Et, même si la plupart des citoyens continuent à assigner des rôles relativement traditionnels à la Défense, c'est avant tout dans un contexte multinational que ce lien se tisse sous l'impulsion des acteurs politiques. Comme le souligne le Ministre De Crem, « les décisions importantes en matière de défense ne devraient plus être prises à un niveau national mais supranational » et d'ajouter : « c'est aux gouvernements de prendre leur responsabilité et de donner à la défense la place qui lui revient » (3).

Dans ce registre, une des initiatives les plus récentes visant à rapprocher la Défense des citoyens est sans doute celle soutenue par le Président Van Rompuy qui souhaite mettre à l'agenda la Défense parmi les thèmes abordés lors des Conseils européens. Pour le Ministre De Crem, il s'agit surtout de « valoriser les efforts consentis dans le registre de la Défense » (4) qui demeurent bien souvent peu visibles pour la majorité des citoyens.

Cette valorisation des efforts passe avant tout par une stratégie de communication efficace pour s'assurer une certaine visibilité et, ainsi, rappeler aux citoyens le rôle joué par la Défense. Or, sur ce point, malgré les quelques campagnes de publicité organisées autour du recrutement, l'organisation demeure peu visible et reste ainsi encore pour beaucoup une organisation opaque dont on connaît peu de choses. Sous l'effet des réductions budgétaires précitées, le volet communication a aussi été fortement réduit. La seule exception a été la campagne menée fin 2013 dans le cadre de l'engagement belge au sein des groupements tactiques de l'Union européenne (second semestre 2014) où la Défense y est présentée comme *internationale et fiable*. Longtemps qualifiée de grande muette, l'avenir de la Défense belge réside non seulement dans les mains des hommes politiques et des militaires actuels mais aussi dans celles des citoyens, belges ou européens, qui assureront son avenir. Dans une société multiculturelle où les motivations à l'engagement ne sont plus guidées par les traditions et le patriotisme, le lien armée-société dépend aussi fortement de la communication entretenue par l'organisation militaire vis-à-vis de son environnement sociétal.

Notes de fin :

(1) D'après un sondage Eurobaromètre réalisé au printemps 2010 (EB 73), seulement 1 % des Belges estimaient que la Défense/la politique étrangère était un des deux problèmes les plus importants auxquels leur pays avait à faire face actuellement. Au niveau de l'ensemble de l'Union européenne, le pourcentage était identique (1 %).

(2) Sondage réalisé par INRA Belgium, pour la Chaire de Sociologie de l'Ecole Royale Militaire, en janvier 1993 auprès d'un échantillon représentatif de la population belge de 16 ans et plus.

(3) Discours du Ministre Pieter De Crem, Parlement européen, Sous-comité Sécurité et Défense, 26 septembre 2013. (<http://www.pieterdecrem.be>).

(4) Idem.

A la recherche d'une identité « post-neutre »? Transformation et continuité des armées et des relations civilo-militaires en Suède

Par Chiara Ruffa, Senior Lecturer, Swedish National Defence College (chiara.ruffa@fhs.se)

Dans le domaine de la sécurité et de la défense, la Suède est traditionnellement connue pour trois raisons principales : il s'agit d'un pays neutre, avec une longue tradition de non-alignement et qui n'est pas membre de l'OTAN. Ces trois éléments influent encore profondément sur le rôle des forces armées et les relations civilo-militaires en Suède aujourd'hui. Bien que la Suède ait connu les mêmes transformations profondes que les autres pays d'Europe occidentale, certaines tendances et contradictions continuent d'être propres à ce pays et concernent sa neutralité séculaire ainsi que sa position ambiguë envers son non-alignement. L'analyse qui suit éclaire les transformations en œuvre au sein des forces armées suédoises tout en soulignant leur ancrage dans ces tendances anciennes.

La neutralité de la Suède a de tout temps été le résultat de négociations sur la signification de ce terme. Au XIXe siècle, la neutralité suédoise était une manière de contrebalancer les « Grands Pouvoirs » de la région baltique, notamment de la Russie et du Danemark. Pendant les deux guerres mondiales, la neutralité a conduit à des concessions importantes à l'une des deux parties (les Allemands, au début des deux guerres par exemple) mettant au défi la signification-même de neutralité. (1)

Avec la Guerre froide, la neutralité devint un concept plus rigide avec moins d'options à disposition, rendant la Suède « équidistante » des grandes puissances. A compter de cette époque, la Suède développa un parcours unique. Elle promut sa neutralité en établissant un dispositif militaire important basé sur la conscription et un budget de défense important. Il s'agissait de mettre en place le concept de « défense totale » selon lequel tous les citoyens devaient contribuer à la défense nationale contre l'ennemi (soviétique). Cette neutralité se transforma très vite en un interventionnisme très actif dans les opérations humanitaires ou de rétablissement de la paix. Au cours des quarante dernières années, la Suède a été l'un des principaux Etats contributeurs au maintien de la paix des Nations-Unies. L'interventionnisme suédois a été motivé par des objectifs idéalistes et normatifs résumés dans la définition d'un ancien premier ministre suédois qui a appelé la Suède « Une force pour le bien dans le monde ». (2).

Aussi, après la fin de la Guerre froide, le budget de défense de la Suède resta très important, avec une dépense ciblée sur le développement de technologies de pointe. La défense mobilisait tout de même une part importante de la population masculine. Le taux de jeunes hommes soumis à la conscription est resté extrêmement élevé jusqu'à la fin des années 1990.

Avec la fin de la confrontation Est-Ouest, la Suède a perdu la raison d'être de sa « défense totale », conçue principalement contre l'ennemi soviétique, mais cultivée aussi pour conserver son non-alignement. Cela entraîna une période de lentes mais constantes transformations dans le secteur de la défense similaires à celles d'autres pays, notamment avec le processus de professionnalisation des armées et les coupes budgétaires. Ce processus a attaqué directement, et plus que dans d'autres pays, l'identité des forces armées suédoises et les rapports entre forces armées et société. Sans un ennemi bien défini à ses portes et sans la raison d'être du non-alignement, la dépense militaire, l'interventionnisme en opérations extérieures et l'armée de conscription ont graduellement perdu leur raison d'être. Une période de transformation s'en suivit.

La définition même de la défense nationale changea en 2009 en « défense des intérêts nationaux » (3). Le pourcentage des dépenses militaires fut réduit de 2,6% du PIB en 1968 à 1,1% en 2010. Le système de conscription a résisté plus long-

temps mais il a perdu très vite son envergure et en 2010 fut prise la décision, très débattue et controversée, de transformer les forces armées en une force de volontaires. Les forces armées suédoises ont donc été réduites de 800 000 hommes et femmes déployables pendant la Guerre froide à 9 500 soldats déployables pour un maximum de 360 jours. Dans un avenir proche, l'armée suédoise ne sera bientôt composée que de sept bataillons de militaires professionnels. Comme d'autres pays de l'Union Européenne (UE), depuis 2011, la Suède a d'énormes problèmes de recrutement et de diversification de ses recrues. Un bon exemple est la campagne de recrutement de l'automne 2012 qui a généré un certain nombre de critiques car elle cherchait à recruter du personnel avec des profils plus littéraires et artistiques tout en les décrivant de façon négative, ce qui a déclenché un grand débat dans les médias.

Le déclin de son identité de pays neutre pendant les années 1990 a aussi enclenché un processus de transition importante donnant la priorité aux opérations extérieures, en dépit du concept de défense nationale. L'engagement dans les opérations extérieures s'est renforcé, dans les dix dernières années, comme instrument de politique étrangère tout en ouvrant une série de questions sur le rapport de la Suède à l'OTAN. Avant, la participation aux opérations extérieures avait l'objectif de faciliter la solidarité internationale au sein de l'UE en particulier et les soldats suédois étaient traditionnellement déployés avec des restrictions importantes en ce qui concerne l'utilisation de la force. Aujourd'hui, l'objectif principal des forces armées suédoises vise les opérations extérieures mais leur engagement, tout en restant focalisé sur le maintien de la paix et la protection des civils, s'est ajusté à un rôle intégrant un peu plus de combat et une coopération plus étroite, même si prudente, avec l'OTAN.

Par exemple quand la décision de déployer des troupes en Lybie a été prise, la mission a été immédiatement considérée comme une mission de protection des civils mais la Suède a toutefois utilisé des moyens plutôt robustes, notamment huit avions JAS 39 Gripen, un TP 84(C-130) Hercules, un avion de reconnaissance et environ 130 personnels. (4). De façon similaire, à ce jour, la Suède déploie 600 soldats en Afghanistan au sein de la FIAS et 66 au Kosovo avec la KFOR et ses soldats ont souvent été engagés dans des combats.

Les transformations au sujet de ces trois enjeux de la Suède, notamment sa neutralité, son non-alignement et sa relation à l'OTAN, ont lentement fait évoluer le rapport entre les forces armées et l'opinion publique suédoise. Cette dernière était en général très positive à l'égard des opérations de maintien de la paix et du rôle de l'armée dans la défense nationale pendant la Guerre froide et jusqu'à la fin des années 1990. Toutefois, le soutien de l'opinion a chuté de 73% en 1999 à 56% en 2008. « Les attentes très élevées du public suédois ont souvent conduit à des résultats décevants » (5). « Des secteurs assez larges de la population, en particulier les gens qui ne vivent pas dans les zones urbaines, sont attachés à l'idée de la vieille identité nationale de non-alignement » (6). Les forces armées suédoises se sont pourtant concentrées sur un processus de transformations militaires de la défense remarquable pour reconquérir le soutien en partie perdu. (7)

En conclusion, les transformations au sein du système international ont déclenché des transformations profondes au sein des forces armées suédoises qui ont attaqué au cœur sa neutralité et son non-alignement. Les forces armées suédoises ont perdu leur raison d'être principale ainsi que la justification principale de leur participation aux opérations extérieures, fondée sur le soutien aux autres pays non alignés, ainsi que la raison principale pour laquelle le public les avait soutenues.

Les forces armées suédoises ont toutefois été efficaces et rapides à réagir et à s'adapter grâce à un pouvoir syndical assez fort ainsi que leur habilité à démontrer leur utilité dans des opérations extérieures de type nouveau – employant plus la force ou dans des domaines moins conventionnels – ainsi que dans des investissements remarquables dans la recherche et le développement. Les coupes budgétaires et la professionnalisation ont miné la base identitaire des forces armées suédoise mais dans la professionnalisation et la spécialisation elles ont su trouver un guide pour le moyen terme ainsi que une manière de regagner le soutien de l'opinion publique. Il est encore trop tôt pour savoir si cela aura suffi à convaincre le public et garantir un appui durable pour le gouvernement aux transformations de ses forces armées.

Notes de fin :

- (1) Magnus Petersson (2009): "Neutrality in Swedish Foreign Policy from the Napoleonic War to the War on Terror: A Policy of Power-Balancing, fall-back and wartime". In: Atrack, Lain/McCrum, Sean: Neutrality Irish Experience Europe, Conference Paper, pp. 20-23.
- (2) Ruffa, Chiara, 2013, "The Swedish Strategic Culture", Strategic Cultures in Europe, edited by Bastian Giegerich, Heiko Biehl, Alexandra Jonas, Peter Lang Publisher, Vienna, pp. 343-357.
- (3) Ruffa, 2013, p. 346.
- (4) Entretien de l'auteur avec experts des forces armées suédoises, 17 avril 2012.

Le rôle des armées face aux menaces de nature non-militaires en Pologne

*Par Aleksandra Skrabacz, Directrice du Wojskowy Centrum Edukacji Obywatelskiej
Traduction de Barbara Jankowski*

En Pologne, la participation des forces armées face aux menaces de nature non militaires sur le territoire national a une longue histoire. Jusqu'en 1989, l'armée était la seule organisation à dégager les très nombreux embâcles hivernaux sur les cours d'eau ou à intervenir en cas d'inondations. Après 1989, ces activités ont été transférées aux organisations civiles, principalement aux sapeurs-pompiers de l'Etat, tandis que l'armée n'était plus utilisée qu'à des fins auxiliaires. Il s'est rapidement avéré, en raison de la portée, de l'intensité et de la gravité de certaines catastrophes naturelles, qu'il n'était pas possible de mener des opérations de secours impliquant uniquement des forces non militaires. Les inondations de 1997 ont douloureusement mis à nu les lacunes de l'organisation technique et fonctionnelle des secours civils.

Dans son rapport sur le système de prévention et de lutte contre les catastrophes humaines et environnementales, le Bureau national de la sécurité a affirmé que l'institution militaire représentait une « formation entièrement mobile et responsable pour intervenir en cas d'inondations » (1). Il est évident que l'armée, en raison de l'importance de son potentiel humain, de son équipement spécialisé, de la formation de son personnel et de son état de préparation permanente à l'action de nature militaire, est également prête à remplir des tâches de secours et d'aide en cas de catastrophe. Cependant, pour exploiter pleinement le potentiel des forces armées dans la conduite de telles activités, certaines conditions doivent être remplies préalablement à leur emploi : un cadre juridique pertinent, la séparation préalable des pouvoirs et une organisation correspondant au type et à la gravité des risques.

Les armées des États contemporains sont l'une des rares structures qui, du fait de leur organisation et de leur taille, sont prêtes à agir en temps de paix, mais surtout en temps de crise et de guerre. Comme l'affirme J. Marczak : « l'armée est, à côté de la culture, le plus grand attribut de l'Etat, de la souveraineté et de l'indépendance. Les traditions et la culture militaires sont des éléments fondamentaux de la culture nationale et de l'Etat » (2).

La force et l'efficacité de l'armée se traduisent par sa capacité à aider efficacement et sans délai les autorités et la population dans les situations d'urgence, ce qui signifie que le sentiment de sécurité dans ses différentes dimensions (personnel, local, national, international) augmente en fonction de l'état des forces armées.

L'organisation militaire dispose d'éléments et de conditions pertinents répondant à ses propres impératifs (3) de défense de la nation et de l'Etat qui deviennent inestimables en cas de catastrophes. Ces caractéristiques comprennent :

- l'usage de la force armée ;
- la préparation au combat ;
- le commandement basé sur la discipline militaire et une structure hiérarchique adaptée ;
- la mobilité permettant de se déployer ;
- la préparation pour agir sans délai ;
- le moral militaire et donc le courage, l'obéissance, l'endurance, la capacité à décider rapidement ;
- le sacrifice désintéressé pour la patrie ;
- le soutien aux autorités dans des situations de risques et de besoins particuliers ;
- l'éducation générale et la formation militaire.

L'analyse des caractéristiques de l'organisation militaire montre que certaines d'entre elles prédisposent les forces armées à leur participation aux secours. Ces caractéristiques sont : le commandement, la mobilité, la disponibilité, le moral, le dévouement désintéressé, la capacité de soutenir les autorités et la société, l'éducation et la formation.

Quelles sont les bases juridiques de l'utilisation des forces armées en réponse aux menaces non militaires ?

Les forces armées, comme l'indique la Constitution de la République de Pologne, ont pour mission de protéger l'indépendance de l'Etat et l'intégrité de son territoire et d'assurer la sécurité et l'inviolabilité de ses frontières. En raison de la large gamme des menaces du XXI^e siècle, le rôle des forces armées est de réagir non seulement aux menaces militaires, mais de participer aussi à la réponse aux menaces non militaires. La forme et l'intensité des menaces non militaires rendent les organisations civiles souvent impuissantes pour faire face à la situation. Dans de tels cas, il faut mobiliser et engager toutes les forces à la disposition de l'Etat, y compris l'armée si nécessaire.

Signé en Septembre 2008 par le Président, le document intitulé *La stratégie de sécurité nationale de la République de Pologne* a clairement identifié que « la tâche importante des forces armées polonaises est de soutenir également les autorités de l'Etat pour assurer la sécurité interne de la Pologne et de fournir l'aide militaire nécessaire aux institutions et administrations centrales et locales, aux organisations et à la société civile pour répondre à la menace ». Ces activités comprennent le contrôle de l'espace aérien polonais, la protection des frontières terrestres et des eaux territoriales, ainsi que des activités de reconnaissance et de renseignement et la surveillance des armes nucléaires, chimiques et biologiques sur le territoire. En outre, les forces armées sont prêtes à s'engager, seules ou en collaboration avec d'autres organismes et services de l'Etat, dans des opérations de recherche et de secours. Elles participent à la gestion des crises nationales en déployant leurs moyens au service des autorités publiques compétentes et de la population en cas de catastrophes naturelles, d'origine humaine et de menaces terroristes ». Ces dispositions permettent de conclure que dans des situations spécifiques de menaces non militaires, les autorités civiles et donc la société peuvent et doivent compter sur l'aide de l'armée.

Afin de légitimer l'utilisation des forces armées dans la lutte contre les menaces non militaires, plusieurs mises à jour des lois en vigueur ont été introduites notamment lors des crues catastrophiques de 1997 à la loi sur l'obligation de défendre la République, ce qui a permis l'utilisation légitime des forces militaires pendant toutes les opérations de lutte contre les inondations.

La participation des forces armées lors de catastrophe naturelle est régie par la loi du 18 avril 2002 sur l'état de catastrophe naturelle. En vertu de cette loi, les militaires peuvent être utilisés pour prévenir les conséquences des catastrophes naturelles uniquement lorsque l'utilisation d'autres forces et d'autres ressources est impossible ou insuffisante. Dans une telle situation, le ministre de la Défense nationale peut mettre des forces armées à la disposition des autorités locales. Des détachements armés, sous le commandement de leur hiérarchie, exécutent alors les tâches fixées par le gouverneur, responsable de la sécurité dans sa zone. C'est au conseil des ministres qu'il appartient de définir les moyens mis à disposition. Un plan de gestion de crise est mis au point par l'équipe de gestion de crise de chaque province ou par l'équipe de gestion de crise gouvernementale, si l'état d'urgence concerne plusieurs provinces. Les plans sont soumis au ministre de la Défense nationale, surtout en termes de l'utilisation des troupes, la composition et l'équipement de ces troupes, ainsi que le soutien logistique nécessaire.

Notes de fin :

(1) Biuro Bezpieczeństwa Narodowego, *Raport o stanie systemu przeciwdziałania, zwalczania i usuwania skutków nadzwyczajnych zagrożeń dla ludzi i środowiska*, Warszawa 1997, s.26.

(2) *Obrona Narodowa w tworzeniu bezpieczeństwa III RP*. Podręcznik dla studentek i studentów pod red. R. Jakubczaka, Warszawa 2003, s.175.

(3) Gen. W. Sikorski wydziela z obrony narodowej: wojskową organizację obrony narodowej oraz cywilną organizację obrony narodowej jako równoważne komponenty, W. Sikorski, *Przyszła wojna*, Warszawa 1984, s.89.

Armées et société en Pologne

Par Barbara Jankowski, responsable de programme, pôle Défense et société à l'IRSEM (barbara.jankowski@defense.gouv.fr)

En Pologne, l'attention concernant l'armée a d'abord porté sur le processus de transition vers une armée démocratique. Puis, les armées ont dû s'adapter aux nouvelles menaces, à l'adhésion à l'OTAN et à l'UE, puis en 2009, à la professionnalisation. Les relations entre la société polonaise et son armée n'ont pas généré beaucoup d'études, sachant qu'en outre, l'armée, symbole de la nation durant deux siècles, bénéficiait d'une image positive auprès des Polonais. Certes, cette image a été ternie dans les années 1970 par ses interventions contre le mouvement de contestation de *Solidarność* puis, en 1981, par l'état de guerre et la répression qui s'en suivit. Toutefois, l'armée a assez vite reconquis une image positive et demeure fortement associée à la souveraineté nationale.

Aujourd'hui, les armées polonaises bénéficient d'une image et d'une confiance dans l'opinion publique sans précédent (1). Selon le sondage le plus récent, dans lequel les enquêtés devaient se prononcer au sujet de la confiance qu'ils accordent à treize institutions publiques, l'armée bénéficie du score le plus élevé avec 72% de personnes exprimant leur confiance à son égard.

Selon un baromètre réalisé tous les deux ans, en 2012, l'armée passe pour la première fois en tête des institutions dans lesquelles les Polonais placent leur confiance, juste après les organisations caritatives qui obtiennent les meilleurs scores depuis 2002. Aujourd'hui, avec 74% de Polonais qui déclarent avoir confiance dans leur armée, l'institution militaire est passée devant l'église catholique dont le score de confiance a chuté de 9 points en deux ans alors qu'elle était classée à égalité voire mieux que l'armée jusqu'en 2010 (2). Par ailleurs, on peut observer que la confiance des Polonais dans l'OTAN et l'UE n'a jamais été aussi basse depuis 2006.

Dans un contexte où tous les pays de l'UE diminuent leurs budgets de défense, la Pologne voit croître ses dépenses militaires qui augmenteront de 2% en 2014. La bonne santé économique du pays lui permet de faire ce choix, motivé par ailleurs par la nécessité de moderniser des équipements militaires vieillissants et inadaptés et autorisé par une loi de 2001 qui requiert de dépenser au moins 1,95% du PIB pour la défense. La croissance étant au rendez-vous après quelques inquiétudes au cours de l'année 2013, le gouvernement a décidé de lancer un plan de modernisation des forces armées sur la période allant de 2013 à 2022, dont le coût est estimé à plus de 33 milliards d'euros, soit plus d'une année de budget du ministère de la défense français.

La participation des militaires polonais aux opérations extérieures a subi une baisse de soutien de la part du public. Après avoir participé à la guerre en Irak, avoir été présents en Afghanistan, renforçant même le volume de troupe (2 600 soldats en 2011) au moment où d'autres pays européens s'en retiraient, la Pologne n'a pas participé à la campagne militaire en Libye en 2011. L'intervention en Afghanistan a été perçue comme répondant à la nécessité de renforcer l'OTAN, contrairement à la perception de l'opinion publique française chez qui cette dimension représentait plutôt un aspect négatif. Toutefois, l'opinion publique polonaise a eu du mal à accepter le passage de missions de maintien de la paix dans lesquelles les armées ont été engagées après 1989 (Liban, Balkans) vers des missions de guerre comme l'Irak ou l'Afghanistan plus coûteuses en vies humaines. C'est aussi dans ce contexte-ci que le gouvernement a décidé de mettre un frein à l'envoi de troupes dans des opérations extérieures afin de consacrer le financement à la modernisation des équipements.

La perception de l'armée et du métier militaire par la jeunesse polonaise, quant à elle, est modelée par quatre élé-

ments (3) :

- à partir du milieu des années 1990, les jeunes ont commencé à considérer le service militaire obligatoire comme une perte de temps. Les sondages montraient que, selon les années, entre 52 et 65% des jeunes étaient favorables à une armée de volontaires ;
- chez les jeunes comme pour la très grande majorité des Polonais, l'armée et la tradition militaire représentent l'un des piliers de l'identité nationale ;
- l'armée, associée par les jeunes au service militaire obligatoire jusqu'en 2008, était considérée comme une institution peu innovante, au fonctionnement arriéré et à la hiérarchie rigide ;
- enfin, l'intérêt pour les questions militaires chez les jeunes est à la hauteur de ce qu'il est dans d'autres pays comme la France. Une enquête récente a montré que les jeunes qui s'y intéressent aiment les ordinateurs, les jeux informatiques, le sport, la technique et le cinéma, mais sont moins concernés par la littérature, la psychologie, la politique et les questions de société. Les pourcentages de jeunes qui se déclarent très, un peu, éventuellement ou pas du tout intéressés par une carrière militaire sont respectivement de 4%, 14%, 12% et 70%, ce qui est très proche des résultats d'une enquête réalisée en France il y a quelques années.

Notes de fin :

(1) Sondage Homo Homini, Interia.pl, 2013.

(2) Sondage du CBOS, (Centrum Badania Opinii Społecznej), Zaufanie społeczne, Warszawa BS/29/2010, mars 2010 et BS/33/2012, mars 2012.

(3) c.f. Marcin Cinczuch, Młodzież, Wojsko, Obronność. Analiza kulturowa, in Wojsko Polskie 20 lat po transformacji ustrojowej, WCEO, Ministerstwo Obrony Narodowej, 2011, p. 70-83.

Portrait du mois



Sir Lawrence Freedman

Sir Lawrence Freedman, né en 1948, est professeur de *War Studies* au *King's College* à Londres, établissement dont il est également le principal adjoint depuis 2003. Ses principaux champs de recherche et d'expertise sont la défense contemporaine et les questions de politiques étrangères.

Sir Lawrence étudia dans les universités de Manchester, York et Oxford. En 1975, il soutient sa thèse « *The definition of the Soviet threat in strategic arms decisions of the United States: 1961-1974* », au *Nuffield College* (Oxford). Avant de rejoindre le *King's College* en 1982, Lawrence Freedman travailla à l'*International Institute for Strategic Studies (IISS)* ainsi qu'au *Royal Institute of International Affairs (Chatham House)*, deux instituts de recherche britanniques.

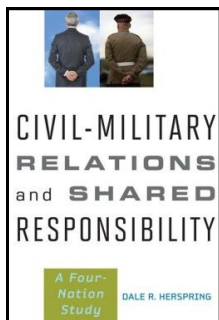
Elu membre de la *British Academy* au milieu des années 1990 et récompensé de l'Ordre de l'Empire britannique en 1996, il fut nommé historien officiel de la guerre des Malouines l'année suivante. Il est l'auteur de *The official history of the Falklands Campaign* (deux volumes, 2006). Il a, en outre, beaucoup écrit sur la Guerre froide et la stratégie nucléaire : *Britain and Nuclear Weapons* (1980), *Strategic Defence in the Nuclear Age* (1987), *The Cold War* (2001), *The Evolution of Nuclear Strategy* (troisième édition 2004), *Deterrence* (2004).

En 2003, il reçoit le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, décerné pour services rendus dans les services diplomatiques britanniques. En effet, Sir Lawrence Freedman fut conseiller en politique étrangère du Premier Ministre travailliste Tony Blair. Il contribua d'ailleurs à la préparation du discours de Chicago en 1999, qui définit la « Doctrine Blair ».

En 2009, Sir Lawrence fut nommé membre de l'enquête officielle sur le rôle de la Grande-Bretagne dans la guerre d'Irak en 2003. Son dernier ouvrage, *A Choice of Enemies: America Confronts the Middle East*, est sorti en 2008.

Lieutenant-colonel Olivier Enraygues

Livre du mois



Crédit photo :

The John Hopkins University
Press

Dale R. HERSPRING, *Civil-Military Relations and Shared Responsibility. A Four Nation Study*, The John Hopkins University Press, 2013, 349 p.

L'ouvrage de Herspring, *Les relations civilo-militaire et la responsabilité partagée*, analyse les relations entre les responsables politiques et les chefs militaires depuis la fin de la seconde guerre mondiale dans quatre pays. Il le fait en appliquant une grille de lecture, ce qu'il appelle la « responsabilité partagée », c'est-à-dire l'existence ou non d'un dialogue entre les deux sphères. Selon l'auteur, il ne s'agit en aucun cas de contourner les règles intangibles du primat du politique dans le processus décisionnel. L'important n'est pas le résultat mais le processus et postuler que les politiques décident tandis que les chefs militaires exécutent leurs ordres est une vision simpliste. Sous-jacente à cette idée de partage des responsabilités se trouve l'hypothèse selon laquelle seuls un dialogue de qualité et le respect mutuel produisent des relations de travail saines. Dans les quatre pays étudiés à savoir les Etats-Unis, le Canada, l'Allemagne et la Russie, nous dit l'auteur, il y a eu des conflits entre civils et militaires, mais en aucun cas la ligne de démarcation entre le domaine des uns et le pouvoir des autres n'était similaire. Chercher à définir la ligne rouge que les responsables militaires ne devraient pas franchir est illusoire. Bien sûr il y a eu des cas évidents dans lesquels les militaires ont outrepassé leurs prérogatives, comme celui du général Mac Arthur en Corée, mais la plupart du temps, la limite dépend du problème en jeu et des individus en présence.

Si la responsabilité partagée est la norme, l'idéal, deux questions se posent. En quoi est-ce un avantage ? De quelle manière l'obtient-on ?

Herspring cherche à définir dans quelles conditions et selon quelles règles du jeu, les relations entre les militaires et les politiques peuvent être d'une part, les plus harmonieuses possibles, évitant les malentendus et produire des décisions assumées par les deux camps d'autre part. Ce n'est pas tant le fait que les civils soient les seuls décideurs qui compte – ce postulat n'a même pas à être questionné – mais l'environnement relationnel dans lequel prend place le processus décisionnel qui, en revanche, détermine la qualité de la décision. En s'intéressant à la nature des interactions, on ne se focalise plus sur le seul rapport entre l'influence des militaires versus le contrôle des civils. Car c'est dans les interactions que se construisent des relations « conflictuelles saines ». Dans une relation de responsabilité partagée, il n'y a pas de vainqueur car le processus décisionnel politico-militaire n'est pas un jeu à somme nulle. Les processus décisionnels sont complexes, les positions des uns et des autres pas aussi tranchées que l'on imagine, et la recherche du compromis est primordiale. Plus les militaires sont considérés, plus ils se sentent libres d'exprimer leurs opinions sur les questions de sécurité, plus les échanges se font dans un climat de respect mutuel, et plus les relations ont de chances de rentrer dans le cadre de la responsabilité partagée.

Herspring détermine huit facteurs qui influent sur la nature des relations civilo-militaires et ce sont ces critères qui l'aident à analyser les relations dans les quatre pays choisis. Il s'agit, entre autres, de la considération portée aux militaires par les leaders civils, la bonne préparation des

chefs militaires à l'univers décisionnel civil, le respect de la culture militaire par les civils, le besoin de l'expertise militaire, l'absence d'interférence des civils dans la gestion des carrières militaires, la manière dont est gérée la liberté d'expression des militaires.

Les interactions ne sont pas semblables dans tous les pays. Les responsables militaires américains sont plus actifs dans les processus politico-militaires que leurs homologues russes, qui ont tout de même été très présents dans les décisions concernant le conflit tchéchène.

Le livre de Herspring présente l'originalité de rassembler pour la première fois quatre études de cas sur quatre pays : les Etats-Unis, l'Allemagne, le Canada et la Russie. Pour ce faire, il n'a pas produit de corpus original mais il a travaillé sur des documents existants. La responsabilité partagée étant un idéal-type, c'est au chercheur de décider dans quelle situation il estime que cette responsabilité a été effectivement partagée. Le modèle n'est en rien prédictif. Il aide a posteriori à comprendre les facteurs qui dans les relations entre chefs militaires et responsables politique ont permis ou au contraire ont constitué un obstacle à cette responsabilité partagée.

La France est absente de l'ouvrage. L'auteur suggère d'ailleurs que son approche soit utilisée pour ajouter d'autres cas ...

Barbara Jankowki

Pensées stratégiques



Crédit photo :

La Documentation française

J-L. RACINE (dir.), *Asie, La Documentation Française, collection Mondes émergents, Paris, 2013.*

Comme chaque année, l'annuaire *Asie* de la Documentation Française mobilise des experts de haut niveau pour décrypter l'actualité récente d'une région plus que jamais au cœur des relations internationales. Quatre grands acteurs sont d'abord analysés (la Chine évidemment, le Japon, l'Inde et l'Indonésie), suivis par deux « focus » (cette année Birmanie et Afghanistan) et deux papiers transversaux de relations internationales (le pivot d'Obama et l'Asie face à la crise économique occidentale). Les dynamiques internes et externes sont toutes deux analysées (voir par exemple Eric Fracon sur l'Indonésie comme pivot du Sud-Est asiatique). On retiendra entre autres analyses la triple crise afghane vue par Gilles Dorronsoro (une crise économique liée au désengagement occidental, une crise institutionnelle avec la fin du

mandat Karzaï, et une crise sécuritaire avec la poussée des Talibans), et les motivations du pivot interprétées par Jean-Loup Samaan : un contexte diplomatique qui impose l'Asie comme région centrale, un contexte domestique qui fait traditionnellement de la Chine un test de la politique étrangère présidentielle face aux attaques partisans, et enfin un contexte bureaucratique dans lequel un pivot asiatique vient renforcer l'armée de l'air et la marine, tandis que les guerres afghane et irakienne avaient privilégié l'armée de terre.

Frédéric Charillon



Crédit photo :

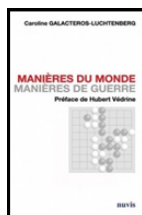
Armand Colin & IRIS

P. BONIFACE, *De la guerre des étoiles aux printemps arabes, Armand Colin & IRIS, Paris, 2013.*

Pascal Boniface célèbre presque trente ans de tribunes dans la presse (le plus ancien texte présenté ici date de 1985 dans *Le Nouvel Observateur*) en compilant ici un certain nombre de papiers sur la politique étrangère ou de défense française, sur les questions stratégiques (défense antimissiles, l'Europe, la relation à l'Amérique, le Proche-Orient, le terrorisme, la morale...). Militant pour une perspective « gaullo-mitterrandiste » de la politique étrangère, il prône une lecture de cette dernière à l'aune de critères universels : vieux débat entre les généralistes des relations internationales qui croient en cette possibilité, et les spécialistes d'aires régionales qui la nient souvent. L'entreprise est hardie. Non seulement parce que, comme on le sait, Pascal Boniface renie rarement son goût du débat au risque de la polémique. Mais également parce que reproduire ses propres textes datant de plusieurs décennies n'est pas chose facile : cela permet de se targuer d'avoir eu parfois raison, mais nécessairement aussi, d'exposer les lignes auxquelles l'histoire a donné tort. Comme il l'admet lui-même, il aura été optimiste en annonçant

après 1993 (avec bien d'autres) un processus de paix irréversible et à portée de main au Proche-Orient. Ecrirait-il encore aujourd'hui, comme le 7 janvier 2002, que « après le 11 septembre 2001, on en revient au statu quo ante », ou que la guerre (en Afghanistan) « a été menée avec une très grande intelligence politique » ? Exercice intéressant en tout cas, à la fois pour la mémoire, et parce que peu d'universitaires s'y risquent (sur le même mode, voir B. Badie, *Carnets d'après Guerre froide, 2012, et Puissant ou solidaire ?*, 2009).

Frédéric Charillon



Crédit photo :

Nuvis

C. GALACTEROS-LUCHTENBERG, *Manières du monde, manières de guerre*, Nuvis, Paris, 2013.

Une réflexion très critique sur une postmodernité marquée par l'anomie sociale, et sur les impasses stratégiques qu'elle sous-tend. Dans cette perspective, les Etats-Unis incarnent aux yeux de l'auteur cette postmodernité qu'ils ont encouragée, aboutissant aujourd'hui à l'échec du tout technologique ou du tout moral. Peut-être optimiste sur les perspectives françaises d'approche globale, et sans doute systématique sur la culture stratégique américaine (vue come figée, et que la guerre irakienne incarnerait une fois pour toute), l'ouvrage n'en présente pas moins une tentative de réflexion intéressante.



Crédit photo :

Flammarion

H. ARAUJO, J.P. CARDENAL, *Le siècle de la Chine. Comment Pékin refait le monde à son image*, Flammarion, Paris, 2013;

Traduit en français en 2013, cet ouvrage de 2011 est une enquête journalistique, à la recherche du fil conducteur qui permettrait d'appréhender la conquête chinoise de ressources et de matières premières. L'ouvrage – accusateur – montre un Empire du Milieu prêt à piller les pays du Sud les plus vulnérables (Birmanie, Egypte, Laos, Pérou, Vénézuéla, Soudan, Angola, Asie Centrale...), dans un système qui provoque des tensions graves et profite d'abord aux élites. Mais plus qu'une analyse d'ensemble, on trouvera surtout là une galerie d'anecdotes microsociales, faute d'avoir pu recueillir les réactions des premiers acteurs concernés : les dirigeants chinois.



Crédit photo :

Michel Lafont

Ch. CHESNOT, G. MALBRUNOT, *Qatar. Les secrets du Coffre-fort*, Michel Lafont, Paris, 2013.

Une enquête journalistique à charge, qui statue finalement sur une stratégie qatari plus impulsive que véritablement machiavélique sous le règne de l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani (1996-2013). Si la partie stratégique reste classique (voir les chapitres 8 et 9, « amis avec tout le monde » et « le Qatar en guerre »), on retient que les auteurs pressentent, avant même la passation de pouvoir au Prince Tamim, la nécessité pour le pays d'une politique étrangère plus pragmatique et moins productrice de tensions. Le nouvel émir Tamim, dans cette galerie d'acteurs, est présenté comme en mesure de répondre à ce besoin.



Crédit photo :

Seuil

G. CHALIAND, *Vers un nouvel ordre du monde*, Seuil, Paris, 2013;

A partir de quelques rappels historiques sur l'évolution du monde et de quelques -unes de ses principales puissances, l'ouvrage annonce une nouvelle ère dominée par la Chine, qui fait l'objet de plusieurs chapitres par Michel Jan.



Crédit photo :

Tallandier

Bevin ALEXANDER, *Sun Tzu ou l'art de gagner des batailles*, Tallandier, 2011, 296p.

Sun Tzu est plus que jamais dans l'air du temps. Preuve s'il en est de la pléthore d'ouvrages parus sur l'œuvre du stratège chinois. Pourtant, *Sun Tzu ou l'art de gagner des batailles* se distingue, venant enrichir de manière intéressante une littérature déjà considérablement nourrie.

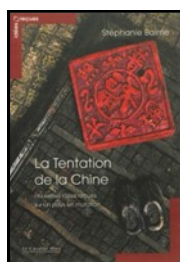
En effet, l'approche retenue est singulière, Bevin Alexander se proposant d'analyser comment, inconsciemment, les autorités militaires ont mis en œuvre les principes édictés par Sun Tzu au VI^{ème} siècle avant Jésus-Christ, et ce, afin de sortir victorieux des champs de batailles. Il

démontre ainsi que, d'une part, les thèses originales développées par le stratège chinois s'appliquent à la guerre moderne, entérinant de ce fait leur pertinence. D'autre part, en s'appuyant sur des exemples précis, lesquels couvrent un large éventail de batailles – de Waterloo à la libération de la France en 1944, en passant par les Guerres de sécessions et Stalingrad – il met en exergue les erreurs stratégiques, et les revers qui en découlent, pour qui n'aurait pas appliqué ces principes.

Vétéran américain de la guerre de Corée et spécialiste

de la stratégie militaire, Bevin Alexander nous livre ainsi une étude originale des préceptes édictés par Sun Tzu et restés longtemps méconnus des occidentaux. Mais l'ouvrage a également le mérite de permettre au lecteur de redécouvrir les campagnes militaires ayant marqué l'ère moderne. Certains pourraient néanmoins reprocher à l'auteur sa propension à réinterpréter l'histoire.

Béatrice Guillaumin



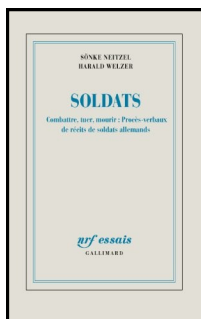
Crédit photo :

Le Cavalier Bleu

St. BALME, *La tentation de la Chine. Nouvelles idées reçues sur un pays en mutation*, Le Cavalier Bleu, Paris, 2013;

Comme le veut la formule de cette collection « Idées reçues », un auteur reprend les clichés véhiculés sur un enjeu ou un pays donné, pour les déconstruire par une approche pédagogique, par un essai personnel, et par des éléments de recherche. Ici, c'est à nos propres perceptions occidentales de la Chine que s'attaque Stéphanie Balme. Sont ainsi passées au crible les croyances de nos imaginaires (sur une civilisation inaccessible, arriérée et confucianiste), nos images de l'Etat (totalitaire mais plus communiste, arbitraire, corrompu et ne respectant pas ses promesses), et de sa puissance supposée fragile. On retient entre autres l'excellent chapitre, nourri d'une grande culture sinisante, sur le confucianisme, la présentation éclairant de l'enjeu que constitue Hong Kong, et les passages sur le rapport de Pékin au monde, en particulier au spectre du *soft power* ou du Tibet. Plus qu'une introduction à « l'Orient compliqué », c'est un point d'actualité géopolitique à l'usage de l'étudiant comme du décideur qui nous est ainsi proposé.

Défense et Société



Crédit photo :

Gallimard

Sönke NEITZEL, Harald WELZER, *Soldats. Combats, tuer, mourir : Procès-verbaux de récits de soldats allemands*, Paris, Gallimard 2013, 640p. - édition originale : *Soldaten. Protokolle vom Kämpfen, Töten und Sterben*, Frankfurt am Main, S. Fischer Verlag GmbH, 2011.

Ce livre, issu de la collaboration de l'historien Sönke Neitzel et du psychologue social Harald Welzer, rend public, pour la première fois en langue française, les procès-verbaux des écoutes pratiquées par les Britanniques et les Américains auprès de leurs prisonniers de guerre allemands. L'analyse que font ici les deux auteurs d'une partie des 150 000 pages d'archives auxquelles ils ont eu accès emprunte à la sociologie interactionniste afin de restituer la mentalité des soldats de la *Wehrmacht* : il s'agit de comprendre, et de donner à comprendre au lecteur, la perception qu'avaient ces soldats de leur environnement et de leur action, et l'interprétation qu'ils ont pu en faire. Les auteurs s'attachent ainsi à un double travail de restitution : le premier portant sur ce qu'ils identifient comme étant les éléments communs à la conduite de toute guerre moderne, à savoir le rôle central du groupe dit primaire, de la division du travail et de la composante technique ; le second détaillant ce qui leur paraît constituer la spécificité culturelle du soldat de la *Wehrmacht*, centrée autour des valeurs militaires de bravoure, d'obéissance, d'accomplissement du devoir et de dureté au combat, et irriguée d'un racisme puissant.

Comme l'a rappelé Fabien Théofilakis lors d'une récente présentation de l'ouvrage au Mémorial de la Shoah (en collaboration avec l'Institut Goethe), ce livre intervient dans un contexte historiographique particulier : alors que la recherche des années 1950 et 1960 s'est concentrée sur la *Wehrmacht* à partir de témoignages ou de rapports réalisés par des hauts-gradés allemands, elle s'est ensuite focalisée, à la faveur de l'ouverture des premières archives dans les années 1970 et 1980, sur Hitler, l'idéologie national-socialiste et la structure décisionnelle nazie. En ressortit principalement l'idée que la *Wehrmacht* aurait été une armée « propre », la *Waffen-SS* assumant le rôle d'exécuteur du « salle boulot ». Dans les années 1990, les livres de Christopher Browning (1) et de Daniel Goldhagen (2) ébranlèrent cette interprétation dominante en montrant comment des hommes ordinaires étaient devenus des meurtriers de masse. Cette idée, fort débattue en Allemagne et par les historiens, fut relayée, à leur manière, par deux

expositions successives (1995-1999 et 2001-2004) réalisées par le *Hamburger Institut für Sozialforschung* sur la *Wehrmacht*. Elle est au cœur du livre de Sönke Neitzel et de Harald Welzer.

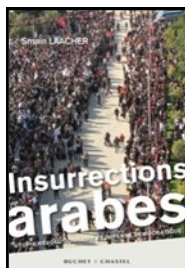
Le livre de Sönke Neitzel et de Harald Welzer cherche en effet à déterminer, dans une perspective de socio-anthropologie historique, les ressorts de l'action des soldats de la *Wehrmacht*. Leur visée principale consiste à évaluer à sa juste mesure le facteur idéologique (national-socialiste) au regard d'éléments situationnels (les lieux, les objectifs assignés, la dynamique de groupe). Elle réside également dans la reconstitution de l'univers existentiel qui a permis à des individus qui ne soutenaient pas le régime (communistes et démocrates notamment) de s'inscrire malgré tout dans le paysage nazi après l'accession au pouvoir d'Hitler et de vivre la guerre parmi les 17 millions d'hommes qui furent enrôlés dans la *Wehrmacht*. Les auteurs abordent ces deux points à partir d'un corpus remarquable tant par son contenu que par son volume, dont le codage et l'analyse aura nécessité le travail d'une équipe conséquente. Que l'interprétation de Sönke Neitzel et de Harald Welzer emporte l'adhésion ou pas, les résultats publiés dans cet ouvrage constituent un matériau unique pour la compréhension de cette envolée exceptionnellement meurtrière que fut la Seconde Guerre mondiale et pour quiconque s'intéresse à ce qui continue de définir l'action militaire : tuer et mourir au combat.

Irène Eulriet

Notes de fin :

(1) *Des hommes ordinaires. Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la « Solution finale » en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 1994 (1^{re} édition américaine, 1992).

(2) *Les Bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Seuil 1997, (1^{ère} édition américaine, 1996).



Crédit photo:

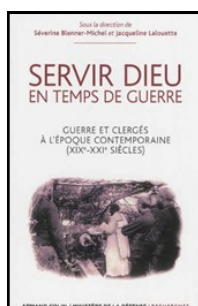
Buchet Castel

S. LAACHER, *Insurrections arabes. Utopie révolutionnaire et impensé démocratique*, Buchet Castel, 2013.

Dans une perspective sociologique souvent inspirée d'une perspective foucauldienne, en tout cas critique, Smain Laacher revient sur les soulèvements arabes en questionnant les mots qui les ont décrits : protester d'abord, comprendre ensuite (avec une lecture sceptique des sciences sociales au moment des « printemps »). L'engouement pour l'explication des mobilisations arabes par les réseaux sociaux est ici disséqué et surtout relativisé à juste titre. Enfin, l'ouvrage revient sur les ferments de révoltes qui en réalité avaient des signes annonciateurs, même des événements qui ont servi de répétitions, en tout cas des causes structurelles dans des sociétés bloquées, où il est bon de se demander « que veut le peuple ? ». L'ouvrage insiste dans sa dernière partie sur les défis et les ressorts de l'islamisme politique, dont « la haine du corps des femmes » en société arabe n'est pas le moindre obstacle. On distinguera deux autres points forts. 1- Les passages sur la sociologie de l'armée et des forces de coercition (p.161 et sqq., « Une demande pressante d'Etat »), qui mobilisent la littérature française récente sur les sociologies militaires comparées

(Céline Thiriot sur l'Afrique, Stéphane Boissard, Armelle Enders et Geneviève Verdo sur l'Amérique latine, Vincent Geisser, Olivier Dabène, Gilles Massardier... 2- Une perspective maghrébine qui manque un peu dans un paysage académique français plus en pointe sur le Machrek (voir par exemple, pour une perspective sociologique sur la Syrie, Leila Vignal (2012), « La Syrie. Anatomie d'une révolution », <http://www.laviedesidees.fr/Syrie-anatomie-d-une-revolution.html>). On retient notamment les passages (p.102 et sqq.) sur les enjeux très différents qui marquent aujourd'hui le Maroc (« Que faire du corps du roi ? »), la Tunisie (se débarrasser des élites corrompues du temps de Ben Ali), et l'Algérie (gérer le traumatisme d'une guerre civile encore récente).

Frédéric Charillon



Crédit photo:

Armand Colin

S. BLENNER-MICHEL et J. LALOUETTE (dirs.), *Servir Dieu en temps de guerre. Guerre et clergé à l'époque contemporaine (XIX^e - XXI^e siècle)*, Ministère de la défense & Armand Colin, Paris, 2013.

Comment se comportent les clergés en temps de guerre ? Des guerres napoléoniennes à l'Afghanistan, cet ouvrage collectif établit une sociologie des engagements, des idéologies des membres des principaux cultes en France (plus un chapitre sur la Russie), avec en toile de fond la question politique de la relation Etat - religion. Le statut, la conscience, l'éthique, la question du pacifisme, l'occupation, la colonisation, font partie des dilemmes importants rencontrés par les acteurs religieux dans ces moments difficiles. Si le rapport guerre / religion fait l'objet de nombreuses études, si la question du Vatican dans la Seconde Guerre mondiale occupe une bonne place dans les études de ce type, ce travail fouillé qui revient sur des cas précis apporte un complément fort bienvenu.

Histoire



Crédit photo :

Hachette Supérieur

J-L. DUFOUR, M. VAISSE, *La guerre au XX^e siècle*, Hachette Supérieur, coll. Carré Histoire, 2013, (3^e éd.).

Bien plus qu'un manuel destiné aux seuls étudiants du supérieur (ce qui n'est déjà pas si mal...), ce petit ouvrage de 239 pages fait le point sur le phénomène guerrier au XX^e siècle, distinguant les guerres totales que furent les deux guerres mondiales, les guerres conventionnelles après 1945 (mettant l'accent sur 15 conflits représentatifs, notamment israélo-arabes, indo-pakistanaï, mais aussi en Corée, dans le Golfe ou au Vietnam), les guerres révolutionnaires, les guerres de décolonisation et les conflits de faible intensité (du Nocaragua au Kosovo en passant par l'Afghanistan ou le Pérou). On remarquera également un très pédagogique chapitre 3 sur la révolution nucléaire et ses implications, ainsi qu'une très utile bibliographie finale. Court, précis, efficace.

Frédéric Charillon



Crédit photo :

DMPA & Editions Codex

F. DAVID, *Comprendre le monument aux morts. Lieux du souvenir, lieu de mémoire, lieu d'histoire*, DMPA & Editions Codex, Paris, 2013.

Importante en histoire, la question de la commémoration l'est aussi en science politique où elle a fait l'objet de nombreux travaux (notamment de la part de Olivier Ihl). Que disent les monuments, qui les regarde, qui célèbrent-ils (héros ? victimes ?), quel est leur statut dans le patrimoine ? Ce court ouvrage vient, à la veille des commémorations de la Grande guerre, nous aider à décrypter ces monuments pourtant si familiers des Français, absents d'aucun village ou presque.



Crédit photo :

DMPA & Nouveau
Monde Editions

L.N. PANEL, *La grande guerre des gendarmes. « Forcer, au besoin, leur obéissance » ?*, DMPA & Nouveau Monde Editions, 2013.

Rendre justice aux gendarmes pour leur action dans une Première Guerre mondiale où ils furent moins visibles que les autres militaires, mais néanmoins indispensables à la survie du pays : tel est l'un des objectifs de cet ouvrage à la fois historique et sociologique. Issu d'une thèse doctorale, ce travail nous fait découvrir le quotidien improvisé de la profession au fil de la mobilisation, de l'invasion, de l'installation dans la guerre. Relais de l'autorité militaire, protection du territoire, contre-espionnage, comptent parmi les nombreux rôles endossés par les gendarmes, jusqu'à leur « printemps » sous Clemenceau.



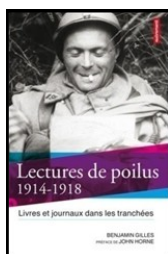
Crédit photo :

Ministère de la Défense
& Armand Colin

L. VEYSSIERE, B. FONCK (dirs.), *La fin de la Nouvelle-France*, Ministère de la Défense et Armand Colin, Paris, 2013.

L. VEYSSIERE (dir.), *La Nouvelle-France en héritage*, Ministère de la Défense et Armand Colin, Paris, 2013.

Deux tomes (à la remarquable iconographie) qui explorent ce qui fut le « premier empire colonial français », qui prit fin en 1763, à la fin de la guerre de Sept Ans. Vaincue au Canada, la France de Louis XV quittait le « mainland » nord américain (dont elle abandonnerait même la Louisiane). Cette cession allait faire passer les Canadiens français sous autorité britannique, et laisser de côté des alliés, notamment Amérindiens. En mobilisant de nombreux experts reconnus, ce travail analyse les conséquences non seulement militaires et diplomatiques mais surtout humaines de ces épisodes historiques, dont le souvenir et les cicatrices semblent bien plus ancrés dans la Belle Province que dans l'hexagone.

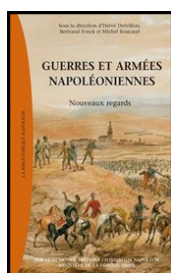


Crédit photo :

DMPA
& Autrement

B. GILLES, *Lectures de poilus. 1914-1918. Livres et journaux dans les tranchées*, DMPA & Autrement, Paris, 2013.

Que lisaient nos soldats dans les tranchées ? Si la science politique connaît l'importance du moral et de la propagande dans la guerre, il revient à ce travail d'histoire de nous montrer d'autres fonctions encore de la lecture. Conjurant la peur, oublier la mort, s'informer, ne pas s'ennuyer ou mettre des mots sur des situations qui les dépassaient – et dépassent encore l'imagination aujourd'hui : le ressenti des soldats ainsi retracé, nous donne d'eux un portrait nouveau. Moins sensibles à la propagande et plus érudits, plus critiques, qu'on a pu l'écrire, nos soldats voulaient comprendre. Lire face à la guerre dans une France grande consommatrice de livres et de journaux. Lire face à une hiérarchie militaire méfiante, s'évader individuellement mais se construire une représentation commune, collective, de l'indicible. Avec Barbusse, Tolstoï, Jammes, Loti et *La Vie Parisienne* pour compagnons. On a beaucoup écrit sur les lettres et carnets rédigés par les poilus, beaucoup moins sur leur lectures : ce travail vient ici apporter un complément essentiel et émouvant.

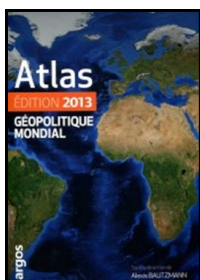


Crédit photo :

Fondation Napoléon
Nouveau Monde Editions

H. DREVILLON, B. FONCK, M. ROUCAUD, *Guerres et armées napoléoniennes. Nouveaux regards*, DMPA, Fondation Napoléon, Nouveau Monde Editions, Paris, 2013.

Au moment d'un important renouveau de l'historiographie française des guerres napoléoniennes, un ensemble de spécialistes reconnus revient sur les campagnes de la Grande Armée, dans une perspective bien évidemment historique mais aussi sociologique. Le système napoléonien de la guerre est décrypté, la légende et la mémoire sont analysés, le quotidien des hommes est exposé : effectifs, étrangers, grognards, face à la mort, sous les regards civils, face à l'administration, et, plus tard, commémorés, représentés dans les travaux d'histoire. Plus qu'un simple ouvrage de plus, sur un sujet inépuisable, ce travail renouvelle les perspectives.



Crédit photo :

Argos

Alexis BAUTZMANN, *Atlas géopolitique mondial*, Argos, 2013, 212p.

La sphère de la géopolitique semble susciter un engouement toujours plus vif dans la littérature actuelle. Et parmi la multitude d'atlas tendant à analyser les dynamiques qui lui sont inhérentes il en est un qui se démarque par son originalité et sa qualité. En effet, avec près de 300 cartes et graphiques commentés, l'*Atlas géopolitique mondial*, réalisé sous la direction du géographe et politologue Alexis Bautzmann, dresse un panorama complet de l'actualité internationale. En balayant les enjeux mondiaux en matière de géopolitique, de géoéconomie et de géostratégie et couvrant les cinq continents, la perspective hétérodoxe ici adoptée permet de dépasser les limites traditionnellement rencontrées avec ce type d'ouvrage.

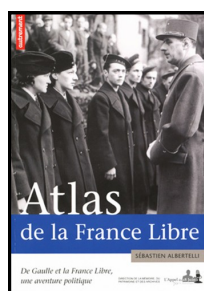
D'une part, si certains thèmes abordés s'inscrivent dans une approche relativement conventionnelle de l'analyse géopolitique (géopolitique de l'eau, de l'agriculture, crise économique mondiale, problèmes démographiques...), il n'en demeure pas moins que

l'atlas surprend par la singularité de nombre de sujets qui y sont traités. Il en va ainsi des sections inattendues sur la Chine, le « nouvel eldorado de la bière », sur le Belize, la « Grèce des Caraïbes ? » ou encore sur les enjeux de l'obésité, « une épidémie mondiale », et les dynamiques du combat des femmes pour l'égalité.

D'autre part, l'*Atlas géopolitique mondial* se distingue en ce qu'il propose une visée prospective. A ce titre, l'ouvrage s'interroge sur le futur de l'Union européenne, de la Chine, de la Corée du Nord ou encore du pourtour méditerranéen suite aux révolutions arabes.

Précis, détaillé, riche de représentations graphiques et cartographiques, et s'inscrivant dans une volonté de rendre intelligible les grands enjeux géopolitiques, cet atlas constitue donc un ouvrage de référence.

Béatrice Guillaumin



Crédit photo :

Autrement et DMPA

Sébastien ALBERTELLI, *Atlas de la France Libre*, Autrement et DMPA, 2010, 79p.

Préfacé par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, l'*Atlas de la France Libre*, édité par Autrement en partenariat avec la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives, retrace l'épopée de la France Libre et de ses Pères. Au travers de quatre parties (S'engager : les français libres – Bâtir un État – Combattre hors de France – Combattre en métropole), Sébastien Albertelli se propose donc de revenir sur les enjeux et les défis auxquels ont eu à faire face le général de Gaulle et ses compagnons, quatre années durant.

Ainsi, si la dimension militaire du combat livré est mise en exergue (sabotages, attentats, moyens), il n'en demeure pas moins que l'atlas pré-

sente également l'aspect sociologique de la résistance (âge moyen des engagés notamment) et le caractère éminemment politique de la lutte menée, aussi bien en métropole, qu'à l'extérieur de la France. A ce titre, l'auteur insiste sur les implications politiques de la Résistance au travers des différents mouvements et sur sa figure de proue, le général de Gaulle. Il revient ainsi sur l'acte fondateur de la France Libre, l'Appel du 18 juin 1940.

Du reste, en complément d'un propos qui tend à ne délaissé aucun des aspects du combat mené pour l'édification de la France Libre, l'atlas est, comme il en est coutume, richement illustré par des graphiques et des cartes qui permettent de situer les endroits les

plus évocateurs de cette lutte (de Londres à Bir-Hakeim). Certains regretteront toutefois qu'il ne soit pas fait usage de manière plus systématique des représentations cartographiques, petit désagrément atténué par la présence de nombreuses informations supplémentaires comme des notices biographiques ou des sections concernant la mémoire de la France Libre (qui répertorie les monuments liés à ce moment de l'histoire).

Béatrice Guillaumin

Autres ouvrages à signaler:

***British Generals in Blair's Wars*, édité par Jonathan BAILEY, Richard IRON et Hew STRACHAN, Ashgate, 2013.**

***Soldiers without Frontiers: The View from the Ground. Experiences of Asymmetric Warfare*, édité par Guiseppe CAFORIO, Bonanno Editore, 2013.**

***How 9/11 Changed Our Ways of War*, édité par James BURKE, Stanford University Press, 2013.**

Actualité de l'IRSEM

Retour sur les manifestations scientifiques de l'IRSEM

Deux manifestations scientifiques ont marqué l'actualité récente de l'IRSEM:

Le colloque international sur « **Les relations entre la France, l'Europe et le Vietnam depuis 1954** », les 16, 17 et 18 janvier 2014



Co-organisé par l'Irsem, l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et la direction des archives du ministère des Affaires étrangères, en partenariat avec l'Université des Sciences Sociales et Humaines de Hanoi, ce colloque a permis de fructueux échanges entre spécialistes français, européens, vietnamiens et nord-américains, dans le cadre officiel d'une Année croisée France-Vietnam 2013-2014 motivée par le 40^{ème} anniversaire du rétablissement de nos relations diplomatiques au niveau des ambassades (avril 2013), la signature d'un partenariat stratégique franco-vietnamien (septembre 2013) et la perspective d'une visite officielle du Président de la République française au Vietnam.

Le compte-rendu complet de ce colloque est téléchargeable sur notre site: www.defense.gouv.fr/irsem (rubrique: nos chercheurs)

La table ronde sur: « De Gaulle, la reconnaissance de la République populaire de Chine et 50 ans de relations franco-chinoises », le 28 janvier 2014



Soucieux d'apporter sa contribution à la réflexion stratégique sur l'Asie-Pacifique, et sur les relations de la France et de l'Europe avec les pays qui la composent, l'Irsem a organisé une nouvelle table ronde, mardi 28 janvier 2014, intitulée « de Gaulle, la reconnaissance de la République Populaire de Chine et 50 ans de relations franco-chinoises ». L'objectif de cette rencontre, motivée par le 50^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine populaire, le 27 janvier 1964, était de rappeler les motivations, le contexte et les conséquences de la décision prise par le général de Gaulle, mais aussi et surtout de mieux saisir les enjeux actuels et les perspectives des relations franco-chinoises. La table ronde a réuni Christian Lechervy, conseiller du Président de la République pour les affaires stratégiques et l'Asie-Pacifique, Jean-Luc Domenach, spécialiste de la Chine contemporaine, Jean Esmein, ancien attaché de presse à l'ambassade de France à Pékin, entre 1964 et 1968, et Pierre Journoud, de l'Irsem.

Le compte-rendu complet de ce colloque est téléchargeable sur notre site: www.defense.gouv.fr/irsem (rubrique: nos événements)

Actualité de l'IRSEM

Remerciements

Nous remercions chaleureusement le professeur Hervé Drévilion, dernier directeur du domaine de recherche *Histoire de la défense et de l'armement* à l'IRSEM.

Les derniers mois ont été marqués par une action conjointe avec le domaine de recherche *Armement et économie de défense*, concrétisée par un événement très remarqué sur les crises économiques et les guerres, ainsi que de remarquables coopérations avec des Universités et éditeurs privés, en particulier un colloque sur la Guerre de Sept ans et le démarrage de la collection *Le Temps de la Guerre* avec les éditions Vendémiaire.

Nous regretterons les passionnantes conversations improvisées avec un grand professeur et la pertinence de son éclairage historique sur les questions du moment, en particulier celles relatives à l'individu et la guerre, très nécessaires aujourd'hui.

Nous remercions aussi le Colonel Thierry Noulens, appelé à rejoindre l'Ecole de guerre. Son grand sens pédagogique et sa passion de transmettre aux jeunes générations d'officiers continueront certainement de s'y épanouir.

Contre-amiral Jean-François Morel

Nos chercheurs

Interventions dans les médias

Frédéric Charillon, directeur de l'IRSEM

- Emission « Les enjeux internationaux » (6h45-7h), *France Culture*, 15 janvier 2014

Pierre Razoux, directeur du domaine « Sécurités régionales comparées »

- « La guerre Iran-Irak a marqué le Moyen-Orient », *La Croix du Nord*, 13 décembre 2013.
- « La guerre Iran-Irak a façonné la géopolitique du Golfe », *Le Monde*, 14 décembre 2013.
- « Bienvenue dans un Moyen-Orient à géométrie variable ! », *France 24*, 19 décembre 2013.
- « Iran-Irak : l'histoire d'une guerre qui trouble encore le Moyen-Orient », *Libération*, 4 janvier 2014.
- « Ariel Sharon, le dernier grand capitaine de Tsahal », *L'Opinion*, 11 janvier 2014 (<http://www.lopinion.fr/11-janvier-2014/ariel-sharon-dernier-grand-capitaine-tsahal-8059>)
- « Le Premier ministre irakien Maliki a-t-il les moyens de reprendre Fallujah à Al-Qaïda ? », *Radio France International* (Journal de 16h00), 7 janvier 2014.
- Emission « Rendez-vous avec X » (13h46-14h00), *France Inter*, 11 janvier 2014.

Les jeunes chercheurs de l'IRSEM

Soutenance de thèse

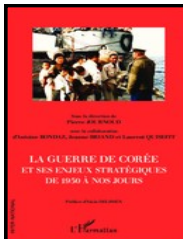
Le 6 décembre 2013, Christina Theodosiou a soutenu une thèse de doctorat en histoire, à l'université Paris 1—Panthéon Sorbonne, intitulée : *Le deuil inachevé : la commémoration de l'Armistice du 11 novembre 1918 en France dans l'entre-deux-guerres*.

Le 16 janvier 2014, Virgile Coujard a soutenu une thèse de doctorat, à l'université Paris 1—Panthéon Sorbonne, intitulée : *La France dans les crises internationales, du Golfe à l'Irak : jeu gouvernemental, jeu diplomatique, système international*.

Mourad Chabbi a également soutenu sa thèse de doctorat intitulée : *Superpuissance et sous-complexe régional : Application pour une étude sécuritaire de l'Iran au sein du Golfe depuis 1989*.

Le 29 janvier 2014, Christophe Lafaye a soutenu sa thèse de doctorat : *L'emploi du génie en Afghanistan. Adaptation d'une arme en situation de contre-insurrection (2001-2012). Hommes, matériels, emploi*.

Nos chercheurs ont écrit



La guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours,
Pierre Journoud (dir.), Editions l'Harmattan, janvier 2014

Nous vous rappelons les parutions récentes de l'IRSEM:

Le dernier numéro de *La note de veille Etats-Unis défense et politique étrangère*



Note de recherche stratégique n°5 "La pensée stratégique des deux Corées"



Elles sont téléchargeables sur notre site:

www.defense.gouv.fr/irsem

Pour s'abonner à *La Lettre*, suivre Inscription.

A la suite d'une erreur de système informatique ayant endommagé notre liste de diffusion de *La Lettre* nous prions les lecteurs qui ne recevraient plus l'annonce de la parution de *La Lettre* de bien vouloir se réinscrire.